

MEDIEN

CRISE SANITAIRE ET DROIT À L'INFORMATION

La vérité est la première victime

Richard Graf

La crise sanitaire révèle les faiblesses de notre législation sur la presse constate l'Association luxembourgeoise des journalistes professionnels (ALJP). Le travail des médias rencontre en fait pas mal d'entraves.

« L'état de crise que traverse le pays en ce moment ne concerne pas uniquement la dimension sanitaire, aussi primordiale soit-elle. Elle touche aussi à la communication entre les autorités, la presse et le public » : d'emblée, l'ALJP met les points sur les i. Depuis le début de l'état de crise, les professionnel-le-s des médias ont eu affaire à un mode de fonctionnement qui non seulement leur a compliqué la vie, mais qui met en danger leur devoir d'informer, pourtant indispensable à la vie démocratique.

« Il est absolument compréhensible que pour éviter des mouvements de panique ou l'augmentation de la circulation de fake news, le gouvernement redouble d'attention aux contenus qu'il communique », poursuit l'ALJP. Mais ce que les journalistes professionnel-le-s ne veulent cependant pas accepter est « la tendance du gouvernement à verrouiller l'information et l'accès à celle-ci ». Un tel contrôle total de l'information par les autorités serait contraire au cadre démocratique luxembourgeois. L'ALJP se dit prête à accepter, surtout en état de crise, « des limites ». Cependant elle constate que le gouvernement veut transgresser certaines limites, citant comme exemples l'accès de la presse aux installations hospitalières et les statistiques publiées.

« La méfiance du public envers les médias, et par cet intermédiaire le pouvoir, était déjà fortement enracinée avant la crise », analyse l'ALJP, qui met en garde sur un danger que notre société est en train de courir : « Si maintenant l'impression d'un contrôle de l'information par le gouvernement s'avère, cela poussera encore plus de gens vers le doute. Les journalistes ne sont pas les transmetteurs de la communication gouvernementale et doivent pouvoir enquêter et rechercher indépendamment et à leur guise et dans le respect du code de déontologie. »

Le Luxembourg reste un des seuls pays européens à ne pas disposer d'un droit d'accès à l'information spécifique pour la presse, ce qui affaiblit la position des journalistes par rapport aux autorités. C'est pourquoi l'ALJP appelle le gouvernement « à tenir sa promesse inscrite dans son programme de coalition et d'introduire ce droit à l'information pour la presse le plus vite possible ».

Presse écrite doublement atteinte

En plus des problèmes accrus de l'accès à l'information mis en avant par l'ALJP, les conditions matérielles dans lesquelles les médias et les journalistes doivent opérer se sont aussi dégradées avec la crise. Les conférences de presse gouvernementales ne se tiennent plus en présence des journalistes. Elles ne permettent ainsi plus un échange direct avec les responsables politiques. Des nuances d'interprétation au sujet de décisions prises avec une rapidité et une fréquence inédites peuvent mener à des incompréhensions de la part du public, qu'il s'agit justement d'éviter.

Certaines décisions gouvernementales ont dû être révisées après quelques jours, car elles se sont avérées impraticables, alors que lors de leur présentation des doutes émis par des journalistes ont été balayés comme sans objet. Le parlement ayant été volontairement mis à l'écart de certaines décisions pour écourter le laps de temps entre la prise de décision et la mise en application des règlements d'urgence, la presse reste souvent le seul filtre entre les autorités et le public visé.

La presse écrite, qui était déjà en état de crise bien avant celle déclenchée par la Covid-19, se voit doublement menacée : le ralentissement, voire l'arrêt des activités économiques signifie aussi un affaiblissement de certaines ressources sur lesquelles se base le modèle actuel de financement de la presse écrite. Les magasins fermés ne placent pas d'annonces, les grandes sociétés interrompent leurs campagnes de communication et démultiplient les

« bonnes actions » de solidarité envers les personnels les plus engagés dans la lutte contre la pandémie, tout en espérant une communication – gratuite évidemment – sur leurs actions dans les colonnes des journaux.

Au niveau de la vente libre, le confinement se fait aussi ressentir. Des points de vente, faute de passage, ferment ou réduisent fortement leurs commandes. Pour aider les kiosques, les éditeurs ont déjà accepté des délais de paiements plus longs.

D'un autre côté, on aurait pu espérer que le confinement prolongé de la population aurait été favorable aux médias – notamment à ceux qui publient des analyses et des papiers plus longs, le temps disponible des confiné-e-s devenant quasi infini. Or, pour la presse écrite, deux facteurs très « matériels » peuvent se révéler des entraves très importantes : le papier et la distribution. Sans papier, pas de journal, et sans distribution, pas de lectrices et de lecteurs.

Le premier réflexe de chaque éditeur à l'annonce du confinement (et la fermeture des frontières à l'intérieur même de l'Europe si unie) a été de voir si les stocks de papier auprès des imprimeurs, dans un premier temps, et des fournisseurs, à plus longue échéance, seraient garantis. Pour le woxx, la prolongation du confinement ne devrait pas causer à ce sujet de problème majeur. S'ajoute la question du maintien en activité des imprimeries, qui ont, comme le reste de l'économie luxembourgeoise, recours à une main-d'œuvre en large partie frontalière et qui subit de plein fouet les effets de la fermeture des frontières.

En ce qui concerne la distribution, le Luxembourg dispose d'un double système de distribution de la presse aux particuliers : les quotidiens arrivent par un service de portage spécial dans les différentes boîtes individuelles. Les abonné-e-s des hebdomadaires sont par contre desservis par les facteurs et factrices « classiques ». Si le jour de distribution coïncide avec un jour férié, les hebdomadaires avancent normalement leur production d'une journée pour arriver en temps utile chez leurs abonné-e-s.



Le droit à l'information mis à l'épreuve : l'édition du woxx de ce vendredi a failli n'arriver que le mardi prochain chez les abonné-e-s.

Or, cette semaine, pour récompenser les agent-e-s postaux-ales qui sont resté-e-s en ligne de front depuis le début de la crise, la direction de la poste a accordé un jour de congé spécial à son personnel affecté, y compris dans les agences. Si on ne peut que saluer ce geste, il faut cependant savoir que cette décision n'a été rendue publique par communiqué (de presse évidemment) que lundi après-midi. Les deux hebdomadaires paraissant le vendredi, le Lëtzebuerger Land et le woxx, se sont vu placer devant le fait accompli : leurs abonné-e-s ne recevraient leurs exemplaires que le mardi suivant – donc avec quatre jours d'écart, le lundi de Pâques étant férié.

Une distribution menacée

Il n'était plus possible d'avancer la production du journal d'un jour – il aurait dû être alors bouclé en 48 heures, alors que les imprimeries n'étaient même pas encore au courant. Finalement, une solution a pu être trouvée en organisant la distribution des hebdomadaires avec celle des quotidiens (qui n'étaient pas visés par ce congé extraordinaire).

Si l'on doit féliciter les responsables de la poste pour la rapidité avec laquelle une solution a pu être trouvée, l'épisode montre quand même comment des décisions qui peuvent paraître anodines peuvent mener à une entrave du travail des médias. Il n'est par ailleurs aucunement garanti que tout-e-s nos lectrices et lecteurs auront droit à leur copie du woxx dès ce vendredi : un nouveau mode de distribution connaît toujours des ratés et des erreurs. C'est pourquoi le woxx va dorénavant, jusqu'à nouvel ordre, rendre publique sur son site woxx.lu l'édition PDF dès le jeudi soir, à partir de 19h.